

« Nos enfants ne sont pas des chiffres » : à Ciral, on lutte contre la fermeture d'une classe



Les délégués des parents d'élèves du regroupement pédagogique Ciral, Saint-Didier n'entendent pas baisser les bras. Ouest-France

Après l'annonce de la possible (probable) fermeture d'une classe à la rentrée 2023, dans la commune de Ciral, les délégués des parents d'élèves mènent le combat. Lettres, pétition, ils usent de tous les moyens pour protéger le bien-être de leurs enfants.

2015, 2019, et maintenant 2023. Les années passent et les batailles continuent à Ciral (Orne). Malgré les efforts faits par les communes et les SIVOS (Syndicat Intercommunal à Vocation scolaire), les effectifs ne cessent de baisser et la sanction inévitable est la fermeture des classes.

Depuis 2019, l'école de La Roche-Mabile a fermé et celles de [Ciral](#) et [Saint-Didier](#) comptent six classes sur les deux sites au prix d'une organisation particulière. Actuellement, le regroupement compte 114 élèves et la suppression d'une classe est prévue. Alors les parents d'élèves ne comptent pas rester les bras croisés.

Lire aussi : [Une quarantaine de classes pourraient fermer à la rentrée 2023 pour neuf ouvertures](#)

Pétition, lettres aux élus et au directeur d'Académie, tous les moyens sont bons pour alerter mais aussi mobiliser avant des actions potentielles plus fermes, s'ils ne sont pas écoutés, ni entendus. « **Nos enfants ne sont pas des chiffres, ni une équation mathématique** », souligne l'un des parents.

Une pétition lancée

Dans la lettre, le bien-être des enfants est rappelé en priorité. « **La répartition pédagogique actuelle évite à des élèves de 3 ans prenant la navette une fatigue néfaste aux apprentissages, la journée à peine commencée, par 45 minutes de trajet le matin. Elle empêche d'ajouter 45 minutes de fatigue le soir. En tant que parent, nous avons besoin que le rythme de nos enfants ne soit pas malmené pour une question de chiffres** »

En attendant d'avoir gain de cause, une pétition a été lancée sur le site change.org et a déjà rassemblé 130 signataires. Pour l'heure, la délégation est en attente d'une réponse et d'un rendez-vous pour plaider la cause du maintien des classes.

Une chose est sûre, si la volonté est la revitalisation des territoires, cette décision ne semble pas être en adéquation et est même préjudiciable à la dynamique d'attractivité de la région.